

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Liban-Diaspora-2-2-L-Afrique-et-l-Amerique-latine-base-arriere-de-la-guerre-souterraine-planetaire-entre-Israel-et-le-Hezbollah>

Liban Diaspora 2/2 : L'Afrique et l'Amérique latine, base arrière de la guerre souterraine planétaire entre Israël et le Hezbollah

Date de mise en ligne : mercredi 22 janvier 2014

- Empire et Résistance - Afrique et Monde Arabo-Musulman -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Liban-Diaspora 1/2 :

[La colonisation occidentale, le plus important bouleversement démographique de l'histoire de l'humanité.](#)

I - La diaspora un atout non négligeable



Paris.- D'un millier de libanais, en 1913, en Afrique-Occidentale, le chiffre est passé à 4 500 en 1936, et à 300 000 de nos jours. Le plus gros contingent serait en Côte d'Ivoire, avec 60 000 personnes, suivi du Sénégal (30 000, dont dix mille naturalisés), puis du Nigeria (25 000) et du Sierra Leone (10 000 en Sierra Leone), du Ghana, du Congo Kinshasa (6 000), enfin au Gabon (5 000), ibidem pour le Cameroun.

Premiers investisseurs du Sénégal, les Libanais possèdent 60 % des PME-PMI, alors qu'en Côte d'Ivoire ils sont crédités de 60 % du parc immobilier, de 50 % de l'industrie et de 70 % du conditionnement et de l'imprimerie, en alors qu'en Guinée ils ont la maîtrise du circuit informatique et qu'en Côte d'Ivoire ils sont crédités de 60 % du circuit informatique et en Angola, la corporation des ingénieurs, sans compter l'exploitation diamantifère au Sierra Leone. L'image d'Épinal du Libanais-petit-commerçant debout dans son échoppe devant un comptoir tapissé de rouleaux d'étoffes n'est plus depuis belle lurette de mise. L'éventail des activités économiques des libanais émigrés couvre désormais tout le spectre des métiers possibles : Médecine, commerce, ingénierie, immobilier, informatique, industrie agroalimentaire, restauration, banque. Les transferts de liquidités des expatriés représentent presque 25% du PIB du pays.

Selon une étude de l'université américaine de Beyrouth, les Libanais de la diaspora auraient rapatrié, en 2008, quelque 4,5 milliards de dollars, dont près d'un milliard en provenance d'Afrique. Le système bancaire libanais est soutenu par la progression des dépôts de l'ordre de 10% par an, un fait qui le place à l'abri des crises systémiques.

La dette souveraine du Liban atteint 139% du PIB, soit environ 53 milliards de dollars. Les banques y détiennent environ 50% de la dette publique. Elles regorgent de liquidités avec un bilan consolidé qui avoisine les 340% du PIB, soit 147 milliards de dollars, alors que le PIB du Liban est de 41 milliards de dollars. Elles se partagent donc 25 milliards de dette souveraine, pas assez pour les mettre en difficulté.

II - L'Amérique latine, une multinationale polymorphe de la diaspora libanaise

C'est dire la force de frappe de l'émigration libanaise en Afrique, sans commune mesure toutefois avec L'empire financier des Libanais d'Amérique latine. Représentant les deux tiers de la diaspora, les Libanais d'Amérique constituent, par agrégation, une multinationale polymorphe s'étendant sur l'ensemble du cône sud, avec des pics au Brésil, au Mexique et en Argentine.

En Amérique du Sud, la plus grande communauté libanaise vit au Brésil, suivi de l'Argentine, de la Colombie, le Venezuela, la Bolivie et le Chili. Le Mexique compte 500 000 immigrés libanais, majoritairement chrétiens. En Argentine, l'immigration arabe est la troisième la plus nombreuse du pays. La communauté la plus représentée est la syrienne, suivie par la libanaise, l'irakienne et la palestinienne. Sur les 3,5 millions d'arabes ou descendants, en Argentine, 700 000 sont musulmans. La collectivité palestinienne au Chili est devenue la plus grande du monde en dehors du Moyen Orient, avec environ 500 000 membres.

III - L'équation chiite et les raisons de la focalisation israélo-usaméricano

A - Le chiisme, branche rivale de l'Islam sunnite, contrôle par l'Iran la totalité d'une des deux rives du Golfe arabo-persique, la veine jugulaire du système énergétique internationale. De par son déploiement démographique, il est présent dans toutes les zones pétrolifères du Moyen orient : dans la région orientale du Royaume saoudien (Dhahran), dans le sud de l'Irak (Bassora) et le Nord du Koweït. Les chiites sont en outre massivement déployés au Sud Liban, l'ultime zone de confrontation avec Israël, avec l'enclave palestinienne de Gaza et... en Afrique occidentale. Ce fief chiite constitué, en un curieux retournement de situation, dans le pré carré français, ne résulte pas d'une décision souveraine d'une communauté encore moins d'un état dans une politique de grignotage. Mais constitue la conséquence d'une triple décision erratique, sur fond de misère économique de la zone : la politique ségrégationniste de la France coloniale affectant à l'Afrique le trop plein chiite du Liban, la politique de dépeuplement de la région frontalière israélo libanaise pratiquée par Israël par le pilonnage quasi quotidien du secteur en vue d'en faire un no-man's land stratégique, enfin le glacis pétro monarchique.

Au-delà des clichés éculés et des effets de propagande, un fait demeure, incontestable. Si les pétromonarchies ont été une source d'enrichissement de leurs coreligionnaires sunnites arabes, particulièrement la confrérie des Frères Musulmans, l'Afrique et dans un degré moindre l'Amérique latine, auront été celle des Chiites, une communauté généralement perçue par l'opinion occidentale comme hostile aux intérêts du camp atlantiste, contrairement aux sunnites, en dépit des coups de butoir répétitifs d'Al Qaeda. Observée sinon avec condescendance à tout le moins avec une bienveillance paternaliste du temps où le chah d'Iran présidait aux destinées de l'Iran, elle sera perçue avec suspicion sous le régime de la République Islamique.

B - Le passage de l'immigré libanais du statut de supplétif des rouages du pouvoir colonial à celui de concurrent des entreprises occidentales dans l'Afrique post indépendance, l'établissement de surcroît d'un partenariat avec les élites nationales, notamment par le financement des campagnes électorales des décideurs politiques va exacerber les antagonismes sociaux, particulièrement à l'égard des Chiites, d'autant plus vivement qu'ils sous-tendent des objectifs économiques.

L'assassinat de Laurent Désiré Kabila, en janvier 2001, passe ainsi pour avoir été financé par des libanais furieux que le président congolais ait confié à la société israélienne IDI, le monopole de l'achat des diamants [\[1\]](#).

Par effet d'aubaine des erreurs de la stratégie israélo-occidentale, la militarisation des chiites libanais dans la foulée de la liquidation de leur chef charismatique, l'Imam Moussa Sadr, en 1978, en Libye et du démantèlement du sanctuaire de l'OLP au Liban (1982), feront de cette communauté, jadis la plus déshéritée du Liban et sans doute la plus méprisée, par l'effet magique de ses exploits guerriers contre Israël (2000, 2006), l'équation incontournable du Moyen-Orient. Sa nouvelle puissance économique sera alors perçue comme une source nuisance, une évolution amplifiée par l'exacerbation des antagonismes interconfessionnels au Moyen Orient, sur fond de bras de fer entre l'Iran et les Occidentaux à propos du nucléaire iranien et de guerre régionale sunnites chiites attisée par la dynastie wahhabite. Sa mutation sociologique modifiera la perception de son rôle, selon le processus classique de « la fabrication de l'ennemi ». [« La fabrication de l'ennemi »](#)

C - Le basculement de l'Iran, l'ancien super gendarme américain dans le Golfe, dans le camp hostile au camp atlantiste sous l'égide de l'Iman Khomeiny (1979) et son rapprochement stratégique avec les pays latino-américains, contestataires de l'ordre américain (Cuba, Venezuela, Bolivie, Brésil, Chili) a achevé de criminaliser tant l'Iran que le Hezbollah que les Chiites d'une manière potentielle.

La diaspora libanaise, atout pour le Liban, devient un traquenard tant pour les libanais que pour le pays d'origine. Les pays d'accueil, principalement l'Afrique et l'Amérique latine, deviennent le terrain privilégié de la guerre souterraine planétaire entre Israël et le Hezbollah. Les exemples abondent d'articles de la presse locale et internationale mentionnant « Le trésor des Libanais-Africains », son « opacité du fait de la déliquescence de l'administration fiscale nationale, de la fluidité du système bancaire et des innombrables tuyaux du circuit de blanchiment de l'ancienne « Suisse du Moyen-Orient ».

IV - Sous l'impulsion de Saad Hariri, la criminalisation du Hezbollah

A l'instigation de Saad Hariri, furieux d'avoir été débarqué sans ménagement de son poste de premier ministre, des parlementaires américains d'origine libanaise, Nick Rahhal, Charles Boustany et Darrel Issa entreprendront de criminaliser le Hezbollah, en 2011, par l'adoption par le congrès du HATA (*Hezbollah Accountability Act*), sur le modèle de la Syrian Accountability Act, adopté, lui, neuf ans plus tôt. Deux textes législatifs américains adoptés dans le vain espoir de faire pression sur la formation chiite et son allié syrien en vue de les contraindre à souscrire à son retour au pouvoir à Beyrouth et se conformer à l'ordre saoudo américain. A les ligoter en vue de les fragiliser prélude à une offensive contre l'Iran. Intervenu près d'un an avant la mise sur pied de la coalition de l'opposition syrienne *off-shore*, sous la houlette franco turque, la pression diplomatique du clan Hariri a été aiguillonnée notamment par un autre parlementaire américano-libanais, proche du lobby sioniste aux Etats Unis, Anthony Nicy ainsi que par Walid Farès, ancien cadre dirigeant des milices chrétiennes libanaises durant la guerre civile libanaise (1975-1990) et recyclé aux Etats-Unis en tant que conseiller auprès de la commission de la lutte anti-terroriste au sein du sénat américain. CF. Le journal libanais [Al Akhbar](#) en date 24 juin 2011.

L'argent chiite a ainsi été placé sous surveillance au niveau international. Les Etats Unis ont saisi 150 millions de dollars à la banque Libano-Canadienne (BLC) qu'ils soupçonnaient de blanchiment d'argent. Manque de peau, la BLC n'était pas la seule banque accusée de ces dérives. Une enquête a visé la Deutsche Bank qui aurait transféré plusieurs milliards de dollars pour le compte notamment de l'Iran et du Soudan. La filiale mexicaine de HSBC aurait ainsi transféré un montant de 7 milliards de dollars vers la filiale américaine de HSBC, HBUS, entre 2007 et 2008.

L'arrestation, parallèle, d'un homme d'affaires réputé proche du Hezbollah, Salah Ezzedine, a fait fleurir dans la presse des expressions du genre le « trésor africain du Madoff Libanais » en ce qu'il proposait des placements rémunérés à 40 %.

Au Nigeria, un pays qui peine à neutraliser Boko Haram, le groupe terroriste intégriste musulman, la justice a inculpé, en novembre 2013, trois libanais soupçonnés d'appartenance au Hezbollah. Mustapha Fawaz, 49 ans, Abdallah Thahini, 48 ans, et Talal Ahmad Roda, 51 ans, d'avoir planifié des attaques contre des cibles occidentales et israéliennes au Nigeria. Les trois hommes ont été inculpés pour blanchiment d'argent et exportation illégale de biens, à la suite de la découverte d'armes dans leur magasin à Abuja. Mais l'affaire pourrait tourner court faute de preuves suffisantes. Sur le jeu du Mossad au Nigeria <http://www.al-akhbar.com/node/190431>

V - Le *Southern Command*, garde chiourme de l'Amérique Latine

En Amérique du Sud, Les enjeux sont de toute autre dimension devant une telle combinaison explosive qui confine au cauchemar tant pour les Israéliens que pour les Américains, avec près de 9 millions d'émigrés libanais solidement implantés de longue date, une flopée de multimillionnaires sur fond d'une tradition révolutionnaire solidement ancrée, dans l'arrière-cour de l'Empire Usaméricain, l'Argentine, le pays refuge des grands criminels de guerre nazis Adolf Eichmann et Josef Mengele où les services israéliens évoluent comme poisson dans l'eau, pointant successivement, alternativement, cumulativement, la responsabilité du Hezbollah et de l'Iran, dans l'attentat contre une synagogue en 1984 suggérant leur « responsabilité implicite » en raison du fait que l'ancien pays de Jorge Videla abrite avec 700 000 musulmans arabes, que le Chili, l'ancien pays d'Augusto Pinochet abrite 500 000 Palestiniens, la plus grande diaspora palestinienne du monde hors le Moyen Orient, sur fond d'un partenariat avec les forces révolutionnaires de la zone du Venezuela à la Bolivie.

Un garde chiourme veille sur les turbulences de la chasse gardée nord-américaine : Le Southern Command, l'équivalent latino de l'African Command pour le continent africain, qui supervise la « Culture stratégique » de l'hémisphère sud ; En fait un plan de notation des pays de la zone à travers un programme d'étude relevant de l'Université Internationale de Floride, qu'il finance pour mener par une série d'actions relevant de la propagande idéologique hégémonique favorable aux intérêts militaires et économiques étasuniens, en Amérique Latine et dans la zone des Caraïbes. Ainsi en septembre 2013, au plus fort de la controverse sur l'usage des armes chimiques par le gouvernement syrien, alors que les Etats unis et la France se préparaient à engager la bataille de Damas, un site électronique se lançait dans une attaque en règle contre l'allié de la Syrie, accusant le Hezbollah d'être un acteur et un agent du narcotrafic latino- américain et de menacer le sous-continent. Cf. en annexe documentaire, en version [espagnole](#) et [française](#).

Le Hezbollah, une menace pour l'Amérique Latine ? Une formation libanaise à des milliers de kms, menacer, à lui seul, un continent quadrillé par les gringos, réputé pour ses guérilleros, ses barbudos, ses cartels de narcotrafiquants et ses escadrons de la mort ? [Hispaniland, un rôle galvanisateur dans la dynamique contestataire de l'ordre mondial](#)

VI - Des diplomates français arabophones en poste en Amérique Latine

Préscience ? Omniscience ? Ou pur hasard ? Le journaliste français Yves Mamou a programmé, parallèlement, dans l'espace francophone, la sortie d'un livre sur le « Hezbollah, dernier acte » portant sur le rôle de la formation chiite dans le narcotrafic entre l'Amérique latine et l'Afrique. Sortie prévue pour janvier 2014, date présumée de l'ouverture du procès des assassins de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri dans lequel sont mis en cause quatre membres de cette formation.

Sans doute alimenté par des informations des services israéliens, le journaliste narrerait la collaboration entre le Hezbollah et les FARC en ce domaine. Frappé de strabisme divergent, il passera sous silence le fait que le Sahel, particulièrement le Mali, sont depuis une décennie la porte d'entrée de la drogue vers l'Europe, grâce à la mainmise d'AQMI, la filiale Maghreb d'Al Qaida, une formation exclusivement sunnite, sur ce trafic lucratif. Comme de juste, il occultera le rôle souterrain d'Israël tant en Afrique qu'en Amérique latine.

En voltigeur de pointe, le président israélien Shimon Pérès, au printemps 2013, avait balisé le terrain par une offensive à l'échelle européenne, plaidant, d'une manière subreptice, auprès de l'Union Européenne l'inscription du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes, avec pour objectif sous-jacent d'affaiblir le Hezbollah sur la frontière nord et en Syrie, ainsi que l'Iran, prélude à une éventuelle action militaire. Cette offensive diplomatique doublée d'une opération de charme mobilisant la chanteuse Riva, une israélienne d'origine juive iranienne, pour chanter la paix a toutefois tourné court du fait d'un incident stupéfiant « à caractère raciste ». Invoquant des « motifs de sécurité », l'accès du train présidentiel, à son arrivée à Paris, avait été interdit au chef de bord qui était noir et un conducteur d'un autre train d'origine maghrébine a été empêché de rejoindre son poste.

Prenant la relève, la France, en prolongement de l'action de son allié libanais Hariri, obtiendra l'inscription de la branche militaire du Hezbollah sur la liste noire de l'Union européenne, en juin 2013, parallèlement à un mouvement diplomatique affectant des diplomates arabisants en Amérique latine : Frédéric Desagneux, en charge de la Palestine, a été muté au Venezuela, le socle de la coopération entre l'Iran et les pays contestataires d'Amérique du sud ; Denis Pitton, ancien ambassadeur à Beyrouth, le fief du Hezbollah, au Brésil, le plus gros gisement électoral du clan saoudo américain de Saad Hariri au Liban.

Un fait nullement anodin en ce que l'épouse de Frédéric Desagneux, Dalal, est une parfaite arabisante, libanaise originaire de la région chiite du sud Liban, ancienne journaliste à la radio haririenne Radio-Orient de Paris et que l'épouse de Daniel Pitton a péri dans un accident des lignes éthiopiennes en route pour l'Afrique orientale transportant un présumé gros poisson financier du Hezbollah. Contrairement aux états clients des Etats-Unis, le chef de file du sous-continent et son représentant au sein du BRIC a donné à savoir qu'il n'émettait aucune objection à des collectes de fonds en faveur du Hezbollah qu'il considère comme une formation politique. [Quai d'Orsay : les ambassadeurs arabisants envoyés en Amérique du sud...](#)

En mission d'observation *in situ* ? De pistage et de repérage ? De cadrage de la part de la France, le pays, pionnier de la piraterie aérienne qui a détourné l'avion des chefs historiques du FNL algérien dans la décennie 1950, qui interdira le survol de son espace, en 2013, au président démocratiquement élu de Bolivie Evo Morales, un des chefs de file de la contestation anti américaine. La France, qui compte le plus grand nombre d'otages au Monde détenus par le djihadisme sunnite -et non chiite- en Afrique et en en Syrie (dont 4 journalistes) ? Au bénéfice et en partage avec son partenaire dans la défense du pré carré français en Afrique, un continent qui a longtemps été son champ d'action privilégié, dont elle a été relégué en deux décennies en 5 me position derrière les Etats-Unis, la Chine, l'Inde et le Royaume uni.

Israël ? C'est-à-dire le plus important soutien des dictatures du tiers monde, l'allié indéfectible du régime d'Apartheid d'Afrique du sud ? La garde prétorienne de tous les dictateurs francophones qui ont pillé l'Afrique. De Joseph Désiré Mobutu (Zaïre-RDC), à Omar Bongo (Gabon), à Gnassingbé Eyadema (Togo) et même Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire) et Laurent Gbagbo, à Paul Biya, le président *off-shore* du Cameroun, dont le territoire sert de transit aux ravisseurs Boko Haram ? Au-delà en Amérique Latine au Honduras, à la Colombie et au Paraguay.

VII - Les enjeux sous-jacents de la guerre Hezbollah-Israël dans le tiers monde :

Israël un des plus grands colonisateurs planétaire et pollueurs des terres d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie.

Le harcèlement israélien des communautés libanaises d'Afrique, particulièrement au Nigeria et au Sierra Leone vise-t-il exclusivement à éliminer des concurrents dans l'exploitation diamantifère du sous-sol africain et à assécher le flux financier provenant des émigrés chiites vers leurs coreligionnaires du sud Liban ? Ou à fragiliser le glacis constitué par l'immigration chiite libanaise en Afrique et en Amérique latine face à la colonisation rampante des terres entreprises par Israël dans ses deux zones ? Une colonisation de l'ordre de 20 fois la superficie de la Palestine. Israël dont l'expérience de la colonisation de la Palestine l'a conduite à coloniser des terres à travers le Monde représentant vingt fois sa superficie au détriment des populations et de l'environnement des pays pauvres :

- En République Démocratique du Congo pour la culture de la canne à sucre, en sus de l'exploitation diamantifère.
- Au Gabon pour la culture du Jatropha, nécessaire à la production de biocarburants ;
- En Sierra Leone où la colonisation israélienne représente 6,9 pour cent du territoire de ce pays de l'Afrique de l'Ouest de surcroît diamantifère.
- En Colombie, où Israël a pris le contrôle d'immenses superficies pour cultiver la canne à sucre.
- Aux Philippines où la proportion des terres confisquées atteint 17,2 pour cent de la surface des terres agricoles

Les scandales abondent au Cogo Kinshasa où Laurent Désiré Kabila a payé de sa vie ses indécrottes. En Guinée aussi avec le scandale de Simandou mettant en cause l'homme le plus riche d'Israël, Benny Steinmetz. Une des plus importantes opérations de pillage des richesses minières d'Afrique sur fond de corruption des élites africaines et d'évasion de capitaux dans des paradis fiscaux.

[Les milliards de Simandou](#)

Israël est à la tête des pays qui contrôlent les terres dans les pays pauvres, avec les Etats Unis, la Grande Bretagne et la Chine, selon une étude de « *The Journal of the National Academy of Sciences of the United States* ». Selon cette étude intitulée « Global Land and Water Grabbing (accaparement mondial de la terre et des eaux) et publiée par la revue Golias Hebdo N° 275-(semaine du 14 au 20 Février 2013), 90 pour cent de ces terres se trouvent dans 24 pays situées pour la plupart en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Depuis la crise alimentaire de 2007-2008, les sociétés étrangères s'emparent de dix millions d'hectares annuellement de terres arables. Les nouvelles cultures se font souvent au détriment des jungles et des zones d'importance environnementales, menacées ans leur biodiversité. Elles utilisent engrais et pesticides et libèrent d'importantes quantités de gaz à effet de serre. Au final, le phénomène sape les bases de la souveraineté alimentaire et détourne en particulier les ressources en eau.

VIII - La Tunisie, base opérationnelle du Mossad et de l'Africom.

L'offensive médiatique et politique israélienne viserait en outre à fragiliser les défenses arabes à la périphérie du camp atlantiste, via L'Amérique Latine, le Maghreb, l'Afrique sud saharienne, l'ultime digue de retenue avant le grand déferlement chinois vers l'Europe occidentale. Le démantèlement d'un important réseau israélien en Tunisie, en 2012, relève de cette stratégie, dont l'objectif à terme est d'aménager la principale base opérationnelle du Mossad au Maghreb, dans ce pays en pleine transition politique, à la charnière de l'Afrique et de l'Europe, jadis chasse gardée occidentale.

Les Etats Unis y ont déjà aménagé le QG de l'Africom (Commandement pour l'Afrique) à Remada, dans le sud de la Tunisie. Le général David M. Rodriguez, patron de l'Africom s'est rendu, le 20 novembre 2013, à Tunis où il a rencontré le Premier ministre tunisien, Ali Larayedh, pour discuter de l'évolution du projet, entamé depuis décembre 2011 et poursuivi sous le régime néo islamiste d'An Nahda.

La nomination à la tête de l'Agence française pour le développement de M. Dov Zerah, pourrait donner un début de crédit à cette hypothèse en ce que la propulsion du président du consistoire israélite de Paris et secrétaire général de la Fondation France Israël au poste stratégique de dispensateur de l'aide financière française à l'Afrique est intervenue, le 2 Juin 2010, six mois avant l'indépendance du sud Soudan, alors que « la bataille du Nil » sur la répartition des quotas des eaux de ce fleuve africain battait son plein entre l'Egypte et les alliés africains d'Israël : l'Ethiopie et le Kenya notamment.

S'appuyant sur les pays africains anglophones non musulmans, l'Ethiopie, l'Ouganda et le Kenya, Israël a opéré une percée diplomatique majeure dans l'Afrique anglophone obtenant la réduction du quota des eaux du Nil de l'Egypte, la plus grande pantalonnade diplomatique de l'ère Moubarak, qui lui a coûté son pouvoir à l'Egyptien. Négociant avec l'Egypte, lui faisant miroiter la possibilité d'une succession dynastique en faveur de son fils, Israël a incité les états africains à réclamer une majoration de leur quote-part dans la répartition hydraulique du cours d'eau, alléchant les Africains par des projets économiques et les investisseurs égyptiens par des promesses d'intéressement aux projets israéliens. En Ethiopie, Israël a financé la construction de dizaines de projets pour l'exploitation des eaux du Nil Bleu.

- **Sur la stratégie d'étranglement du Hezbollah, CF :** [Sous la Syrie le Hezbollah](#)
- **Pour le lecteur arabophone, CF.** La Tunisie, plateforme du Mossad au Maghreb du journal libanais « Al Akhbar » : <http://www.al-akhbar.com/node/166000>
- **Sur le jeu d'Israël en Afrique et la colonisation des terres africaines :** [Le jeu de la france defense du pre carre en tandem avec Israel](#)
- **Le panorama serait plus complet** si le journaliste d'investigation français avait porté son regard sur les publications du site indépendant latino-américain **El Correo** <http://www.elcorreo.eu.org/> de même que le site contestataire <http://www.rebellion.org/> qui abondent d'informations sur la collaboration, voire la connivence israélienne, avec les régimes autoritaires du Sud du continent américain.

L'offensive anti Hezbollah en Amérique Latine viserait en outre à jeter un écran de fumée sur la face hideuse de l'humanitarisme israélien. A camoufler la colonisation rampante des terres en Colombie et cette singulière imposture que constitue la reproduction du régime d'apartheid de la Palestine au Honduras. Ah, les douloureuses réminiscences.

« Le Honduras est aujourd'hui, comme la Palestine, un laboratoire du génocide indigène, laboratoire des techniques de contre-insurrection, laboratoire de ghettoïsation et contention de populations mises en esclavage. Il est aussi le laboratoire de la mise en place d'un néo libéralisme absolu, grâce à la cession de souveraineté sur des régions entières du pays par les moyens de la « *Loi Hypothèque* » et la création d'enclaves néo libérales soustraites au territoire national, les « Zones d'Emploi et de Développement Economique » ou « Cités Modèles » ou « Villes Charters », ainsi que la cession des droits sur l'ensemble des ressources naturelles du pays » est-il écrit. Source en espagnol : [Honduras : « Opération quartiers sûrs », contrôle des populations ou phase d'implantation du néo fascisme »](#)

Le Honduras qui affiche le plus fort taux d'homicides par habitants au monde (85,5 pour 100 000 en 2012, environ 20 meurtres par jour, à 95 % impunis, dont la pauvreté touche plus de 70 % de la population, selon l'ONG locale Forum de la dette extérieure et qui peine à se remettre des conséquences du renversement du président Manuel Zelaya en juin 2009 par des militaires soutenus par des secteurs de la droite et les milieux d'affaires.

Le grenouillage israélien se heurte toutefois à des résistances locales. Ainsi au Mexique, la levée de boucliers d'intellectuels contre le fait de désigner Israël, hôte d'honneur du salon annuel du livre du Guadalajara International Book Fair, en 2013. <http://upsidedownworld.org/main/mexico-archives-79/4589-mexicans-against-zionism> Sur la présence du Mossad et autres forces israéliennes qui viennent transmettre leur expertise en Amérique Latine, leur expérience palestinienne en matière de génocide et d'apartheid. CF. notamment « [Comment Israël fait de l'argent avec du sang](#) ») ou encore, autre exemple, comment (« [Les entreprises militaires privées pénètrent l'Amérique Latine](#) »).

En cette phase de géo-dislocation globale du Monde arabe, le Hezbollah demeure une des rares formations politico militaires arabes à résister au phénomène de désorientation, le seul, de l'aveu des Américains, à ne pas collaborer à la surveillance électronique des dirigeants arabes, le seul à résister victorieusement à la stratégie d'étranglement dont il fait l'objet et à l'abdication devant l'imperium israélo américain. Le seul à garder le cap. Le seul à ne pas baisser la garde. Le seul à assurer une dissuasion militaire libanaise crédible face à Israël.

En ce centenaire de l'immigration libanaise et de sujétion complète du Liban à l'ordre occidental, il importe que le Liban et les Libanais rompent avec l'état de béatitude et de prosternation permanente à l'égard de la France et de l'Occident, qu'ils s'ouvrent aux nouveaux pôles décisionnaires de la géopolitique mondiale et forment un nouveau rapport fondé sur un partenariat critique avec la France et ses alliés occidentaux dans l'intérêt bien compris du Liban, des Libanais et de la France. En ce centenaire de l'immigration libanaise, il importait que cette vérité-là soit dite tant il est vrai que l'histoire se rit des peuples désarmés et débosselés et qu'il est enfin temps que le Liban parvienne à l'âge adulte et rompe avec tutorat handicapant.

Pour aller plus loin

- « **Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français** », René Naba. Editions L'Harmattan 2002.
- [Histoire de l'émigration libanaise en France](#). Le 5 Janvier 2012.
- « **Liban déraciné : Immigrés dans l'autre Amérique** » Paris, Plon, coll. « Terre humaine » 1978.
- Réédition : « **Liban déraciné : Fils et filles d'émigrés Paris, Plon, coll. « Terre humaine »** 1988.
- « **Coming to America : Documenting Early Lebanese Immigrants** » by Samir Mattar
- « **The Lebanese in America** » By John G. Moses, Utica, NY Educational Publications. New York, Revised Edition, 2001.
 - Nadim Shehadi, co-auteur d'un ouvrage sur la diaspora libanaise (« *The Lebanese in the World a Century of Emigration* », CLS/Tauris, Londres, 2002). [Le Liban des mers et du commerce](#)
- <http://books.openedition.org/iremam/2952>" class='spip_out' rel='external'>[L'émigration des Arabes en Argentine](#) de Jorge Omar Bestene.

René Naba pour [En point de Mire](#)

[En point de Mire](#). Paris, 22 janvier 2014.

www.renenaba.com est un média indépendant qui ne perçoit ni de rémunérations ni de la publicité, et ne relève ni d'un éditeur, ni d'un groupe de presse. La vraie valeur ajoutée du blog réside précisément dans son indépendance tant intellectuelle que financière. Les sites relais qui rediffusent nos papiers ne répercutent pas leurs recettes sur notre production, le prix de son indépendance, la marque de notre indépendance. La progression constante de notre lectorat, sa configuration, ses exigences, constituent pour www.renenaba.com une marque de confiance renouvelée à l'effet de nous inciter à aller de l'avant, animés d'une volonté inébranlable de poursuivre sans concession le combat pour la dignité des hommes et la souveraineté des peuples.

Post-scriptum :

* **René Naba** : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information.

René Naba est l'auteur des ouvrages suivants :

- « **De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde** » Editions l'Harmattan Mai 2009
- « **La Libye, la révolution comme alibi** » Editions du Cygne septembre 2008.

[1] A propos des Libanais et la politique en Afrique : Si le millionnaire libanais Mahmoud Bourgi (Sénégal) a été un collaborateur tacite de Jacques Foccart, fondateur de la « Françafrique », son fils Robert, convoyeur de mallettes pour le personnel politique français, d'autres libanais se sont rangés du côté des partisans de l'indépendance. Cela a été le cas d'Albert Bachir, gynécologue à Dakar, militant actif au sein du RDA (Rassemblement Démocratique Africain) qui regroupait une flopée de futurs dirigeants : Modibo Keita (Mali), Sékou Touré (Guinée) et même Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), à l'époque compagnon de route du parti communiste français.

Animé d'un militantisme précoce, Albert Bachir avait été expulsé du Lycée Faidherbe à Saint Louis pour avoir refusé d'annoncer « nos ancêtres les Gaulois » en terre africaine, un lycée dont le proviseur à l'époque n'était autre que l'écrivain français Roger Peyrefitte, futur précepteur du Prince Rainier de Monaco. Le père d'Albert Bachir, Naaman Bachir, est l'inventeur du « sacou naaman », le sac de Naaman, l'unité de mesure de la pesée d'arachide, obtenue par la couture par le bas des caleçons arabes. Le sacou naaman équivalait à 50 kg ; Si l'entrepreneur BTP Antoine Tabet a financé à Dakar les campagnes de Léopold Sedar Senghor, Kazem Charara en fera de même auprès de son successeur Abdou Diouf, Hassan Hejeij auprès d'Omar Bongo et Hajal Massad, un des dirigeants du Parti National Social Syrien, au Cameroun. Docteur Salim Accar a été ministre de la santé de Guinée sous Sékou Touré (1958-1962), Monie Captan, un natif de Tripoli, ministre des Affaires étrangères du Liberia (de 1996 à 2003), Ali Haidar, ministre de l'écologie du Sénégal, alors que Roland Dagher assume un rôle de conseiller en Côte d'Ivoire et Djamil Bitar, président de la fédération malienne de Football, fut un candidat à la dernière élection présidentielle (2013).

De ce lot, se détache des brebis galeuses toutefois : Le sulfureux homme d'affaires Elie Calil. Proche du dictateur nigérian Sani Abacha (au pouvoir de 1993 à 1998) a été désigné par le mercenaire Simon Mann comme l'un des architectes de la tentative de putsch contre le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema, en 2004, ainsi que, selon la journaliste belge Colette Braeckmann, la participation de certains Libanais au financement de l'assassinat, en janvier 2001, du président congolais Laurent-Désiré Kabila, qui s'était « aliéné la puissante communauté libanaise lorsqu'il a imprudemment confié à la société israélienne IDI le monopole de l'achat des diamants » (Les Nouveaux prédateurs, Fayard, Paris, 2003). Autres exemples de dérives : celui de l'avocat Walid Koraytem, pour des investissements douteux au Gabon dans le cadre de l'affaire

Elf, et celui de Jamil Saïd, pour une implication politique et matérielle dans la guerre civile au Sierra Leone.